



## Clermont-Communauté

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter  
une installation classée pour la protection de l'environnement.

Extension du centre de stockage de déchets non dangereux  
de Puy-Long, sur la commune de Clermont-Ferrand

et

Institution de servitudes d'utilité publique autour du site.

Rapport de l'inspection des installations classées  
au Conseil Départemental de l'Environnement  
et des Risques Sanitaires et Technologiques

### **I - Introduction**

Le centre de stockage de déchets (CSD) non dangereux de Puy-Long est situé sur la commune de Clermont-Ferrand, en partie Est, et en limite avec les communes de Cournon d'Auvergne et de Lempdes.

Clermont-Communauté est l'exploitant du centre de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long.

Ce site fait partie des six centres de stockage de déchets non dangereux que compte actuellement la zone du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme (PDEDMA 63).

Le projet d'extension du CSD de Puy-Long s'inscrit dans le PDEDMA 63 qui préconise l'extension des sites existants ou la création de nouveau sites pour couvrir les besoins futurs.

## **II – Situation administrative**

Le centre de stockage de déchets de Puy-long est une installation classée pour la protection de l'environnement, soumise au régime de l'autorisation.

Le site de Puy-Long a fait l'objet d'une première autorisation par arrêté préfectoral en date du 6 mars 1995. Suite aux demandes de prolongations du délai d'exploitation, cet arrêté a été modifié. La dernière demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter (qui date du 5 mai 2003) a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004. Cet arrêté autorise l'exploitation du site jusqu'au 30 juin 2008, pour un tonnage annuel de 250 000 T et une capacité totale de 1 210 000 T.

D'après l'exploitant, le site atteindra, vers la fin de l'année 2008, les limites de stockage de déchets prévues à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004.

Clermont-Communauté a acquis sur la commune de Clermont-Ferrand, dans le cadre d'une procédure de déclaration d'utilité publique, les parcelles n°83 à 88, 118, 119 (pour partie), 120 à 137, 139 à 158, 161 (pour partie), 168 (pour partie), 403 (pour partie) de la section CX, les parcelles n°101, 102, 49 à 51 de la section CY et les parcelles n°10, 11, 13 à 31, 33, 34, 36 de la section CZ pour étendre le site de Puy-Long, ce qui représente une surface disponible pour l'extension de 20 ha 62 a 92 ca.

Lors de la procédure de déclaration d'utilité publique, le projet d'extension du CSD de Puy-Long a été déclaré d'utilité publique par décret en Conseil d'État du 4 mai 2005.

Pour pouvoir poursuivre l'exploitation du site, Monsieur le président de Clermont-Communauté a sollicité une augmentation de la capacité de stockage des déchets. Il a donc déposé, le 8 février 2007, en Préfecture une demande d'autorisation d'extension du centre de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long. La demande d'extension de la capacité de stockage des déchets requiert l'agrandissement de la zone à exploiter avec la création de trois nouveaux casiers : casiers n°1, 2 et 3 dans la zone n°5.

Il est aussi nécessaire que l'exploitant éloigne la zone à exploiter à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf s'il apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site.

Sa demande porte aussi sur l'institution de servitudes d'utilité publique sur les parcelles de la bande des 200 mètres autour de la zone à exploiter étendue dudit centre de stockage dont il n'a pas la maîtrise foncière.

La recevabilité du dossier a été prononcée le 16 mars 2007.

Le projet a ensuite fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 16 avril 2007 au 31 mai 2007 inclus.

La suite du présent rapport se présente en deux chapitres, le premier traite de la demande d'autorisation de l'extension du site, le second de la demande d'institution de servitudes d'utilité publique.

## Chapitre I :

**Demande d'autorisation d'exploiter une extension du centre de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.**

### **1 – Présentation du centre de stockage de déchets non dangereux**

Actuellement, le CSD était inscrit à l'intérieur d'un emplacement d'une surface de 34 ha 45 a 75 ca, sur les parcelles n° 119, 159 à 190, 192 à 205, 216, 220 à 230, 232, 308, 332, 355, 357 à 363, 394, 395, 398, 399, 400 et 403 (dont certaines pour partie) de la section CX du plan cadastral de la commune de Clermont-Ferrand.

Le CSD comprend actuellement :

- une zone d'enfouissement de 28 ha,
- une zone de transit des déchets verts,
- une unité de valorisation électrique du biogaz comprenant deux moteurs et deux torchères,
- trois bassins de rétention des eaux de ruissellement et des lixiviats,
- des installations nécessaires au fonctionnement du centre : un portique de détection des radioéléments, deux ponts bascules, des garages et hangars, un local d'accueil, des locaux de vie pour le personnel, des voiries de desserte,
- une déchetterie désaffectée.

Il a reçu 241 678 tonnes de déchets en 2006, (239 257 T en 2005).

<b>Types de déchets reçus</b>	<b>Tonnage annuel (année 2006)</b>
Déchets ménagers	123 970
Déchets issus de bennes et de déchetteries	21 399
Boues de stations d'épuration	28 109
Déchets verts, gravats, démolition non utilisables	4 948
Résidus d'unités de tri	8 010
Déchets industriels banals	55 242
<b>Total des déchets enfouis</b>	<b>241 678</b>

Les déchets admis proviennent de la communauté d'agglomération clermontoise, du syndicat du Bois de l'Aumône et du SICTOM d'Issoire-Brioude.

### **2 – Présentation de la demande d'extension du centre de stockage de déchets**

Le Président de Clermont-Communauté a demandé une augmentation de la capacité totale de stockage des déchets de 3 900 000 m<sup>3</sup>, ce qui représente environ 3 750 000 tonnes de déchets. Les déchets admis sont des déchets ménagers et assimilés, des déchets industriels banals, des refus de tri et des boues de stations d'épuration. Ils sont non dangereux et ultimes.

Les déchets ménagers proviennent de la zone couverte par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme. Les déchets industriels banals et les refus de tri acceptés au centre de stockage de déchets de Puy-Long proviennent du département du Puy de Dôme. Les boues de stations d'épuration sont issues de l'agglomération clermontoise.

La demande concerne aussi l'activité de transit et de broyage des déchets verts (activité actuellement autorisée) et le transit de la fraction fermentescible des ordures ménagères à l'emplacement de l'ancienne déchetterie (nouvelle activité).

## **2-1) Capacités annuelles demandées**

Pour être en conformité avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme (PDEDMA 63) et avec l'éventuelle mise en service de l'incinérateur, trois options de fonctionnement reposant sur des admissions annuelles différentes de déchets non dangereux ultimes ont été proposées par l'exploitant.

### 2-1-1) Option n°1 : Hypothèse retenue dans le dossier de déclaration d'utilité publique

Le centre recevrait annuellement un tonnage de 250 000 tonnes pendant 15 ans. Ce tonnage a été élaboré sur la base du bilan des cinq dernières années de fonctionnement (voir annexe n°1 de ce présent rapport).

### 2-1-2) Option n°2 : L'UVE-UVB est en service et les tonnages mentionnés dans le PDEDMA 63 sont révisés suivant les objectifs de Nelly Olin.

Les objectifs de Nelly Olin visent à réduire la production des déchets à 250 Kg/an/hab pour la période 2010-2015 et à 200 Kg/an/hab à l'horizon 2015. Les estimations faites par Clermont-Communauté sont détaillées en annexe n°1 de ce présent rapport.

Les prévisions des tonnages entrants à Puy-Long sont les suivantes :

- de 2008 à 2010 : 250 000 T/an,
- de 2010 à 2015 : 110 500 T/an,
- de 2015 à 2041 : 105 000 T/an.

La durée de vie estimée du site est alors de 33 ans à compter de la mise en service du premier casier de l'extension, soit au cours de l'année 2008 ou au début 2009.

### 2-1-3) Option n°3 : L'UVE-UVB n'est pas en service et les tonnages mentionnés dans le PDEDMA 63 sont révisés suivant les objectifs de Nelly Olin.

Les estimations faites par Clermont-Communauté, qui tiennent compte des objectifs de Nelly Olin, sont détaillées en annexe n°1 de ce présent rapport.

Les prévisions des tonnages entrants à Puy-Long sont les suivantes :

- de 2008 à 2010 : 250 000 T/an,
- de 2010 à 2015 : 205 500 T/an,
- de 2015 à 2027 : 183 000 T/an.

La durée de vie estimée du site est alors de 19 ans à compter de la mise en service du premier casier de l'extension, soit au cours de l'année 2008 ou au début de 2009.

## 2-2) Les rubriques de la nomenclature

Les installations du centre de stockage de déchets relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime	Rayon d'affichage (km)
Installation d'élimination des déchets industriels provenant d'installations classées	167-B	autorisation	2
Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains - décharge ou déposante	322-B-2	autorisation	1
Station de transit (de déchets verts et de la partie fermentescible des ordures ménagères)	322-A	autorisation	1
Installation de broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, des substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	2260-2	déclaration	/
Installation de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. La puissance thermique maximale étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	2910-A-2	déclaration	/
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .	1432-2	non classable	/

Le rayon d'affichage réglementaire pour l'enquête publique est de deux kilomètres. Les communes touchées par le périmètre d'enquête publique sont : Clermont-Ferrand, Aubière, Aulnat, Cournon d'Auvergne et Lempdes.

## 2-3) Les aménagements envisagés

Le projet consiste à étendre le site de 20 ha 62 a 92 ca pour créer trois nouveaux casiers (zone n°5) numérotés 1, 2 et 3, subdivisés en sous-casiers et alvéoles. L'emprise totale des trois casiers, hors digue frontale et digue de séparation, est de 6 ha 66 a.

Le fond de forme des casiers sera exploité en déblai-remblai. Les matériaux seront excavés de façon à former une plate-forme homogène et de pente régulière. Les matériaux extraits seront réutilisés pour l'édification de la digue périphérique (qui épaulera l'ensemble de l'extension), les rehausses et les merlons intermédiaires. Au fur et à mesure de leurs réalisations, les nouveaux casiers s'appuieront sur les casiers existants des zones n°3 et 4.

Les casiers seront subdivisés en alvéoles dont les surfaces ne dépasseront pas 5 000 m<sup>2</sup>. Cependant, pour les alvéoles dont les limites sont à des distances inférieures à 52 mètres des limites du site, leurs surfaces seront réduites à 2 000 m<sup>2</sup> afin de réduire les risques liés à l'émission de flux thermiques à l'extérieur du site, dans le cas d'incendie.

### 2-3-1) L'étanchéité des casiers

Les trois nouveaux casiers, étant destinés à fonctionner au delà du 30 juin 2009, disposent de barrières de sécurité passive et active.

#### 2-3-1-1) La barrière de sécurité passive

La législation impose que le fond de forme du site présente, de haut en bas, une perméabilité inférieure à 1.10<sup>-9</sup> m/s sur au moins un mètre et inférieure à 1.10<sup>-6</sup> m/s sur au moins cinq mètres. Le site présente une perméabilité inférieure à 1.10<sup>-6</sup> m/s sur au moins cinq mètres, mais supérieure à 1.10<sup>-9</sup> m/s.

Aussi, l'exploitant a décidé de reconstituer la barrière de sécurité passive sur le fond de forme et sur les flancs jusqu'à une hauteur de deux mètres. La perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur un mètre requise sera obtenue par compactage. La pose d'un géosynthétique bentonitique (GSB) viendra compenser l'absence éventuelle locale d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s.

#### 2-3-1-2) La barrière de sécurité active

La barrière de sécurité active, qui surmonte la barrière de sécurité passive et le GSB, sera constituée par une géomembrane en PEHD (polyéthylène haute densité), de 2 millimètres d'épaisseur minimum, elle-même surmontée par un géotextile anti-poinçonnement. Elle sera installée en fond et sur les flancs.

#### 2-3-2) Collecte et traitement des lixiviats

Une couche de drainage de 50 centimètres sera installée au fond des casiers.

Le bassin stockage des lixiviats existant sera supprimé. Un nouveau bassin d'un volume de  $2\ 100\text{ m}^3$  sera installé au coin Nord-Ouest du site étendu. Les lixiviats existants et de l'extension seront collectés et acheminés gravitairement à ce nouveau bassin. Après contrôle de leur qualité, ils seront refoulés vers le réseau d'assainissement de la ville de Clermont-Ferrand pour être traités à la station d'épuration.

La présence de dépôts de carbonate de calcium dans le réseau d'assainissement, à l'aval du CSD, ayant entraîné des débuts d'entartrage de la canalisation, nécessite la surveillance de leurs teneurs dans les lixiviats et leurs traitements avant rejets. Un traitement par aération et précipitation dans le bassin de stockage sera mis en place.

Clermont-Communauté a sollicité la ville de Clermont-Ferrand pour l'établissement d'une nouvelle convention de rejet de ses lixiviats dans le réseau de la ville. Cette convention est en cours de reconduction.

#### 2-3-3) Collecte et traitement des eaux de ruissellement

Des fossés étanches seront placés sur les risbermes de la digue de ceinture et des digues successives. Les eaux de ruissellement seront évacuées gravitairement vers deux bassins de stockage situés respectivement au sud-ouest et au Nord-Ouest du site étendu. Leurs volumes totaux respectifs sont de  $16\ 000\text{ m}^3$  et  $1\ 700\text{ m}^3$ . Les eaux seront rejetées au milieu naturel après contrôle. Le bassin situé au nord-ouest sera vidangé par refoulement.

Le bassin de rétention des eaux de ruissellement existant en pied de digue du site actuel sera supprimé. Sur la partie haute du site, le bassin de rétention de l'aire de transit des déchets verts sera conservé. Les fossés existants seront connectés aux fossés à créer.

#### 2-3-4) Collecte et traitement des biogaz

En cours d'exploitation, des drains horizontaux seront mis en place au sein de massifs drainant selon un espacement horizontal de 20 mètres. Tous les 9 mètres, un nouveau niveau de drain sera installé en quinconce. L'ensemble de ces drains sera connecté à un collecteur acheminant le biogaz à l'unité de valorisation électrique.

A la fin de l'exploitation d'un casier ou d'un groupe d'alvéoles, la couverture finale sera mise en place et le réseau de captage définitif sera installé. Ce réseau consiste en la réalisation de puits drainant verticaux forés équipés de drains installés dans un massif drainant, au nombre de 5 à 6 par hectare. L'ensemble des puits est connecté au réseau de collecte pour acheminer le biogaz à l'unité de valorisation électrique.

L'installation de traitement actuelle est composée de deux groupes électrogènes de 2 MW pouvant consommer au total  $1\ 100\text{ Nm}^3/\text{h}$  de biogaz et de deux torchères de capacité de  $1\ 200\text{ Nm}^3/\text{h}$ . Dans le cadre du projet, cette installation sera complétée par l'ajout de deux groupes électrogènes et/ou par le remplacement de l'une des torchères par une torchère de plus grande capacité.

### 2-3-5) Couvertures finales des casiers

La couverture finale prévue par l'exploitant comprend de bas en haut :

- un géodrain de captage des émanations gazeuses posé sur les déchets,
- une couche de matériaux compacté d'un mètre d'épaisseur,
- une nappe drainante en géodrain,
- un géotextile anti-contaminant,
- une couche de terre végétalisable de 0,50 mètre d'épaisseur,
- une végétalisation.

### 2-3-6) Stations de transit des déchets verts et de la fraction fermentescible des ordures ménagères

Le site de Puy-Long reçoit des déchets verts qui font l'objet de broyage et de défibrage. Les déchets broyés sont ensuite évacués sur une plate-forme de compostage. Le temps de séjour sera limité à deux semaines maximum.

Le délaissé de l'ancienne déchetterie sera réaménagé en centre de regroupement et de transfert de la fraction fermentescible des ordures ménagères issue de la collecte sélective. Le temps de séjour ne devra pas excéder 24 heures.

## **3 – Les principaux contrôles proposés**

Les principaux contrôles effectués sont les suivants :

### **3-1) L'admission des déchets**

Les déchets admissibles feront l'objet de la procédure d'information ou d'admission préalable. Les déchets arrivants sont contrôlés visuellement. Après le contrôle de non-radioactivité, ils sont pesés et enregistrés, puis déchargés dans une alvéole lorsqu'ils sont admissibles. Les déchets non conformes sont aussi enregistrés et refusés.

### **3-2) Les rejets du centre de stockage de déchets**

#### 3-2-1) Les lixiviats

Les lixiviats brutes étant traités à la station d'épuration de Clermont-Ferrand, ils feront l'objet de prélèvements et d'analyses trimestriellement avant rejet au réseau. Les paramètres analysés sont ceux prévus par l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997 et ceux préconisés par le guide ASTEE (benzène, chlorure de vinyle, 1,1,2 trichloroéthane, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, benzo(a)pyrène, toluène).

Pendant une période de trois ans, au moins, l'exploitant réalisera trimestriellement des prélèvements et des analyses de lixiviats correspondants aux différentes zones de stockage afin de mieux connaître l'évolution et l'impact des déchets présents.

Les dépôts de calcaire dans les canalisations du réseau de la ville feront l'objet d'une surveillance particulière et du traitement adéquat.

La convention de rejet des lixiviats, liant la ville de Clermont-Ferrand et Clermont-Communauté, est en cours de reconduction.

#### 3-2-2) Les eaux de ruissellement

Elles sont rejetées au milieu naturel, après contrôle de leurs pH et de leurs conductivités. En cas d'anomalies, les paramètres recherchés et analysés sont les mêmes que pour les lixiviats.

### 3-2-3) Les biogaz

Les teneurs en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O, SO<sub>2</sub> et CO sont recherchés mensuellement.

Les gaz de combustion HCl, HF, COV, oxydes d'azote et poussières font l'objet d'une campagne de mesure annuelle.

## **3-3) La surveillance des eaux**

### 3-3-1) Les eaux souterraines

Les eaux souterraines feront l'objet de prélèvements et d'analyses trimestriellement au niveau de cinq piézomètres (deux en amont et trois à l'aval, voir le plan "Points de prélèvement"). Les paramètres recherchés et analysés sont les mêmes que pour les lixiviats.

La qualité des eaux des puits des fermes Hasko et Bardy fera l'objet d'un suivi spécifique pendant une période de trois ans, au moins, dans le cadre d'une convention signée avec les propriétaires.

### 3-3-2) Le ruisseau du Bec

Pour s'assurer que le centre de stockage de déchets ne dégrade pas la qualité des eaux de ce ruisseau, Clermont-Communauté effectuera trimestriellement des prélèvements et des analyses des eaux, en amont et en aval du CSD (en hautes eaux et en basses, voir le plan "Points de prélèvement").

Les paramètres recherchés sont les mêmes que pour les eaux souterraines.

## **4 – Impact de l'installation sur les personnes et sur l'environnement - Mesures compensatoires**

Synthèse de l'analyse de l'impact de l'installation projetée.

### **4-1) Impact sur l'eau**

#### 4-1-1) Impact sur les eaux souterraines

Il n'existe pas de nappe au sens strict du terme, au sein des formations marno-calcaires situées au droit du site. Toutefois des lentilles se forment dans les niveaux plus argileux ou fissurés. Leurs écoulements se font jusqu'à la nappe du ruisseau Le Bec.

Les résultats des analyses effectuées sur les eaux souterraines montrent une grande hétérogénéité spatiale et temporelle. L'interprétation des résultats est donc relativement complexe et permet difficilement d'en déduire des tendances ou des règles générales du marquage. Globalement, les eaux souterraines sont plus ou moins marquées par le centre de stockage de déchets.

Les principaux paramètres marqueurs sont : le chrome, le plomb, l'arsenic, le sodium, le chlore, le fer et manganèse.

Aucun captage d'eau potable n'existe sur et à proximité du site. Les plus proches du CSD de Puy-Long sont situées le long de l'Allier, à cinq kilomètres au sud-est, sur la commune de Cournon d'Auvergne.

A proximité du site, il existe deux puits, installés au sein des fermes Hasko et Bardy, qui servent pour l'irrigation des jardins. Clermont-Communauté a proposé aux propriétaires de ces puits de signer une convention pour une durée de trois ans, interdisant l'usage de ces eaux, prévoyant un dédommagement et le suivi trimestriel de la qualité des eaux. A la fin de la période des trois ans et selon les résultats des analyses, la convention pourra être renouvelée, après consultation des services de l'État intéressés.

#### 4-1-2) Impact sur les eaux superficielles

Les eaux de ruissellement, qui ne sont normalement pas susceptibles d'être polluées par les déchets, font l'objet de contrôles, avant rejets au milieu naturel, décrit au paragraphe 3-2 "Les rejets du centre de stockage de déchets".



Les eaux du Bec sont polluées par des rejets situés en amont du site. Un impact du CSD de Puy-Long n'est cependant pas à exclure. Aussi, Clermont-Communauté a décidé de réaliser une campagne de mesures sur une période minimale de trois ans (Voir paragraphe 3-3 "La surveillance des eaux").

## **4-2) Impact sur l'air**

### 4-2-1) La qualité de l'air du site

Les valeurs mesurées en monoxyde de carbone (CO), en dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et BTX (benzène, toluène, xylène) sont faibles, largement en dessous des normes et inférieures au relevé des stations fixes de l'agglomération clermontoise.

Les concentrations en monoxyde d'azote (NO), dont l'origine est à rechercher dans le trafic des engins, sont faibles en terme de moyenne et comparables à celles des stations fixes de l'agglomération. Les concentrations en dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) moyennes sont de 2 à 4 fois inférieures aux relevés dans l'agglomération.

Les teneurs en ozone (O<sub>3</sub>) sont compatibles à celles enregistrées sur les stations périurbaines et dépassent certaines normes (relative à la protection de la végétation sur 24 heures), comme c'est le cas sur la majeure partie des stations fixes auvergnates, notamment celles en milieu périurbain ou rural.

Les valeurs mesurées en 2006 confirment celles des campagnes précédentes. Pour tous ces polluants atmosphériques, il est possible de considérer que l'impact du CSD est négligeable.

Des campagnes de mesures d'empoussièrement effectuées par temps sec donnent des concentrations moyennes, sur 3 à 4 emplacements (parmi 10), comprises entre 2 et 142 g/m<sup>2</sup>/mois (La norme AFNOR définit un site comme fortement pollué au dessus de 30 g/m<sup>2</sup>/mois). Les niveaux d'empoussièrement les plus élevés se situent à proximité des pistes empruntées par les engins et les camions. Sur les autres emplacements, les valeurs oscillent entre 0,3 et 16 g/m<sup>2</sup>/mois. Les valeurs mesurées en 2006 confirment celles des campagnes précédentes.

La couverture des nouvelles voiries intérieures par des enrobés, l'entretien plus régulier de ces voiries et l'installation d'un dispositif de lavage des roues des camions (installé à ce jour) réduiront la mise en suspension des poussières.

### 4-2-2) Nuisances olfactives

Une campagne de mesure olfactive avec constitution d'un jury de nez a montré que, dans des conditions de vents stables, des odeurs ont été perçues jusqu'à 1 100 mètres du site. Elles ont été qualifiées comme désagréables et écœurantes sur les 500 premiers mètres. Elles ont également été perçues de façon continue sur cette distance, puis par bouffées au-delà et jusqu'à 1 100 mètres. Ces odeurs provenaient principalement de la zone de travail et plus ponctuellement de la zone de transit des déchets verts.

La réduction de la surface des alvéoles à 5 000 mètres carrés maximum et la diminution des surfaces de déchets non recouverts devraient permettre de réduire les émissions olfactives. D'autre part, le tri, la collecte séparative des déchets, notamment des fermentescibles, devraient contribuer à réduire la gêne olfactive.

## **4-3) Impact sur le milieu naturel**

L'extension du CSD s'inscrit dans une vaste zone naturelle à intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 "Coteaux de Limagne occidentale". Cependant, le rayon de 1 000 mètres autour du site étendu recoupe la ZNIEFF de type 1 "Puy-Long, Puy de Bane, et Puy d'Anzelle" et la zone Natura 2000 "Vallées et Coteaux xéothermiques des Couzes et Limagnes".

### 4-3-1) Impact sur la flore

Certains végétaux présents sur les pentes des coteaux calcaires peuvent être, soit endémiques, soit très rares, ce qui en fait leurs valeurs pour les spécialistes.

La zone d'extension est actuellement occupée par des cultures et des formations arbustives et arborescentes. On note aussi la présence d'un verger expérimental de l'INRA, destiné à l'étude de la production des truffes.

La crainte est que des végétaux très colonisateurs susceptibles de pousser sur le CSD ne s'échappent et envahissent les terrains alentours. L'exploitant devra donc faire le choix d'espèces pour le réaménagement qui maintiennent un équilibre écologique dans l'ensemble de la zone.

Au sud du CSD de Puy-Long (à environ 200 mètres) se trouve l'une des quarante zones du site Natura 2000 "Vallées et Coteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes". Il compte dans son ensemble 18 habitats naturels d'intérêt communautaire et 11 espèces animales d'intérêt communautaire. L'extension du CSD concerne le nord et l'ouest du site actuel, aucun habitat naturel d'intérêt communautaire ne sera touché directement par l'extension.

#### 4-3-2) Impact sur la faune

Le site ne constitue pas une halte migratoire. L'impact sur l'avifaune migratrice semble nul.

Vis à vis de l'avifaune nicheuse, les espèces concernées, en faible nombre sur la zone d'extension, ne permettent qu'une estimation très mesurée de l'incidence potentielle du projet. Pour ne pas déranger l'avifaune nicheuse comportant des espèces protégées, la ligue pour la protection des oiseaux (LPO) demande que les travaux d'aménagement se fassent hors de la période d'avril à juin.

Il a noté que la proximité du CSD de Puy-Long (lieu de pitance) et des bassins de lagunage de la sucrerie de Bourdon (lieu de nidification) entraîne des migrations journalières d'oiseaux (mouettes, corvidés) entre les deux. Ces flux migratoires qui passent au dessus de l'aéroport d'Aulnat peuvent poser des problèmes de sécurité pour l'activité aérienne.

La présence de ces espèces à proximité du site de Puy-Long peut occasionner des dégâts aux cultures.

Un suivi et un contrôle des populations d'oiseaux ont été initiés.

En ce qui concerne la présence de rongeurs, le compactage vigoureux des déchets et la campagne annuelle de dératisation remédient à leur présence.

La réduction des surfaces de déchets non couvertes et le tri des déchets contribueront à réduire l'attrait du site et donc la possibilité de prolifération des rongeurs.

#### 4-3-3) Impact sur le paysage

Le centre de stockage de déchets de Puy-Long occupe une place déterminante dans le paysage de la partie est de l'agglomération clermontoise. En effet, il est installé sur un versant très dégagé qui fait face à l'urbanisation de l'agglomération.

Il s'intègre relativement bien car les parties réaménagées épousent les grands traits morphologiques naturels, son altitude sommitale est proche de celle des reliefs avoisinants et il s'insère à l'intérieur d'un ensoleillement sans créer de saillie.

Cependant, il apparaît comme une barre qui ferme le paysage, surtout du côté ouest et en particulier vu de près. L'extension va accroître cet effet surtout vu des fermes Hasko et Bardy.

### **4-4) Impact sur l'environnement humain**

#### 4-4-1) Urbanisme

En matière d'urbanisme, la commune de Clermont-Ferrand dispose d'un plan d'occupation des sols. Les terrains d'assiette du projet sont classés en zone NDn qui est principalement destinée à recevoir les constructions et aménagements liés au CSD ou aux unités de traitement des déchets ménagers par valorisation. En particulier, l'emplacement n°305 de la zone NDn est réservé à l'extension du CSD de Puy-Long.

#### 4-4-2) Servitudes liées à la présence de l'aéroport d'Aulnat

Le site du CSD de Puy-Long est grevé par une servitude de dégagement (T5), une servitude radioélectrique de protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques (PT1), une servitude de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles (PT2).

Le projet d'extension du CSD de Puy-Long respecte les deux premières. Concernant la servitude PT2 résultant de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA), le projet ne la respecte pas car sa hauteur maximale est supérieure à celle instituée par cette dernière au droit du site. Clermont-Communauté a sollicité l'avis de la délégation générale pour l'armement qui n'émet pas d'objection sur l'extension du CSD.

#### 4-4-3) Trafic

Dans l'hypothèse d'un tonnage annuel maximal de 250 000 tonnes par an, le trafic évoluerait peu. Seuls les véhicules de transport de la fraction fermentescible des ordures ménagères à la station de transit se rajouteront au flux actuel, sans oublier les camions qui interviendront lors des phases de construction des casiers.

Dans le cas d'une autorisation pour un tonnage annuel inférieur à 250 000 tonnes par an, le flux des véhicules arrivant au CSD de Puy-Long en sera d'autant réduit.

La création d'un aménagement au croisement de la route départementale n°772 et du chemin de Beaulieu (accès au CSD de Puy-Long) devra être réalisé pour réduire les accidents et faciliter l'intégration des flux des véhicules desservant le CSD. Dans le cadre du schéma de modernisation d'itinéraire réalisé par le Conseil Général, ce dernier envisage la réalisation d'un tourne à gauche.

#### 4-4-4) Bruit et vibrations

Le bruit du CSD de Puy-Long est généré principalement par le trafic des camions et l'activité des engins, notamment sur la zone d'enfouissement et par la centrale de valorisation du biogaz.

Des mesures acoustiques montrent un environnement sonore relativement calme en limites est et ouest du site et un peu plus élevé en limite nord du fait du passage des camions et de la station de valorisation du biogaz.

Des mesures faites en limites du futur site étendu et dans une bande de 200 mètres autour montrent que les niveaux relevés dépendent du bruit de l'autoroute au nord et de la route de Cournon d'Auvergne au sud. Les bips de recul des engins du CSD sont audibles mais leurs contributions sonores sont nulles compte tenu de leurs faibles durées. Vers les fermes, sises à l'est du site, les émergences calculées sont nulles.

Les mesures de bruit effectuées sur le site montrent que le niveau sonore du site en fonctionnement reste en dessous des valeurs réglementaires. L'extension ne devrait pas modifier à la hausse les niveaux de bruit.

#### 4-4-5) Rétablissement des chemins

L'extension englobe un chemin rural qui dessert la casse automobile, située au sud ouest du CSD. Cette desserte sera rétablie, dès la première année, par la création d'un chemin sur des terrains appartenant à Clermont-Communauté.

#### 4-4-6) Impact sur les activités présentes dans la zone d'extension

##### 4-4-6-1) L'agriculture

Les sols de l'emprise de l'extension se regroupent en trois catégories qui sont :

- des landes : 3 ha 75 a,
- des terres : 11 ha 03 a,
- des prés : 5 ha 47 a.

Une partie de ces surfaces sont gérée par l'INRA (dont la truffière), les autres par des exploitations privées.

L'extension du CSD de Puy-Long ne déstabilise pas les exploitations agricoles privées.

Les chênes truffiers, dont la continuité de l'expérimentation présente un intérêt scientifique, ont été déplacés sur un autre site, au début du printemps 2007, en coordination avec l'INRA.

A la demande de l'INAO (institut national de l'origine et de la qualité), les deux parcelles (CY n° 52 et 53) situées dans l'aire de production de l'appellation d'origine vin délimité de qualité supérieure "Côtes d'Auvergne" et présentes dans la zone d'extension ont été retirées.

#### 4-4-6-2) La plate-forme de tri de déchets

Une plate-forme de tri de déchets du bâtiment et des travaux publics (BTP) existe également dans la zone d'extension du site, en partie nord. Cette installation est en cours de déménagement.

#### 4-4-7) Impact sur le patrimoine culturel

##### 4-4-7-1) Le patrimoine architectural

Aucun périmètre de monument historique (rayon de 500 mètres autour de ces monuments) n'affecte le site du CSD de Puy-Long.

##### 4-4-7-2) Le patrimoine archéologique

Le CSD de Puy-Long se trouve dans un secteur à fort potentiel archéologique. Son extension a fait l'objet d'un diagnostic archéologique prescrit par arrêté préfectoral du 16 novembre 2006. Des études archéologiques préventives seront réalisées prochainement et avant la réalisation des travaux d'aménagement.

#### **4-5) Impact sur la santé humaine**

Une évaluation des risques sanitaires a été établie pour quantifier les risques sanitaires associés à l'exposition chronique aux polluants émis lors du fonctionnement du projet d'extension du CSD de Puy-Long. La démarche suivie est celle préconisée par l'institut de veille sanitaire (INVS) et l'institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS). Elle s'est aussi appuyée sur les recommandations formulées par l'association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement (ASTEE) dans son "guide pour l'évaluation du risque sanitaire dans le cadre de l'étude d'impact d'une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés" de 2005.

Compte tenu de l'absence de captages d'eau potable dans l'environnement proche du CSD de Puy-Long, la voie orale d'ingestion d'eau n'a pas été retenue conformément aux recommandations de l'ASTEE. Seule la voie d'exposition respiratoire a été prise en compte.

La démarche a été développée en quatre étapes :

- La caractérisation de l'environnement,
- La caractérisation des émissions atmosphériques du projet d'extension CSD,
- L'évaluation de l'exposition des populations,
- L'évaluation des risques sanitaires.

#### La caractérisation de l'environnement

Une première étape de caractérisation de l'environnement a permis d'identifier les populations présentes autour du site, en particulier celles potentiellement sensibles (écoles, maisons de retraite, ...), présentes dans une zone carrée de six kilomètres de côté, centrée sur le CSD.

L'exposition des populations a été considérée selon un unique scénario, le scénario résidentiel.

Pour compléter l'étape de caractérisation de l'environnement, un bilan de la qualité de l'air a été effectué.

## La caractérisation des émissions atmosphériques du projet d'extension CSD

Cette étape a permis de recenser les différentes sources de polluants, et pour chaque source les polluants émis par l'extension du CSD.

Les sources d'émissions de polluants jugées pertinentes qui ont été retenues sont les suivantes :

- Les émissions atmosphériques des moteurs de valorisation du biogaz et des torchères,
- Les émissions de poussières liées à la manutention des déchets et au trafic des véhicules sur les pistes,
- Les gaz d'échappement produits par les véhicules de transport et les engins en poste fixes,
- Les émissions diffuses de biogaz,

Une sélection de polluants "traceurs des risques sanitaires" a été effectuée conformément aux recommandations de l'INVS et l'INERIS. Les neuf polluants sélectionnés sont les suivants : le benzène, le 1,2 dichloroéthane, l'hydrogène sulfuré, le dioxyde d'azote, les poussières de taille inférieure à 10 micromètres (PM10), les particules diesel, le dioxyde de soufre, le benzo(a)pyrène et le naphthalène.

Ces deux premières étapes ont abouti à l'identification dans la bibliographie, des effets indésirables pour la santé et les valeurs toxicologiques de référence associées à l'inhalation chronique des neuf traceurs des risques sanitaires.

### L'évaluation de l'exposition des populations

La troisième étape a consisté à évaluer l'exposition des populations considérées sur la zone d'étude.

Le scénario d'exploitation du site est celui correspondant à un tonnage annuel de 250 000 tonnes pendant 15 ans qui est le plus défavorable en termes de flux de polluants émis.

Pour chaque source émettrice retenue, les flux massiques horaires d'émission des polluants traceurs ont été déterminés pour chaque phase d'exploitation considérée ("0-4ans", "5-11 ans" et "12-15 ans") et pendant la phase de post-exploitation (30 ans). Ces flux massiques horaires ont été intégrés dans un modèle de dispersion atmosphérique pour qu'en chaque point de la zone d'étude, les concentrations moyennes en polluants dans l'air soient calculées pour les différentes phases d'exploitation. Les concentrations en polluants inhalés ont ensuite été déterminées.

### L'évaluation des risques sanitaires

La quatrième et dernière phase a consisté à quantifier les risques sanitaires.

Le calcul des quotients de danger (QD) associés à l'inhalation chronique des polluants non cancérigènes conduit à des résultats tous inférieurs à la valeur critique de 1. La valeur la plus élevée de QD est 0,69. Elle a été obtenue pour le paramètre dioxyde d'azote, lors de la phase "0-4 ans", sur le site de la casse automobile, située au sud du CSD. La somme des QD pour une phase donnée en un lieu donné de la zone d'étude reste toujours inférieure à la valeur de 1.

L'ensemble des excès de risque individuel (ERI) calculés, pour les substances à effets cancérigènes, en chaque site sensible, reste inférieur au niveau de risque de  $1.10^{-5}$  (un dix puissance moins cinq) recommandée par l'organisation mondiale de la santé (OMS). La valeur d'ERI la plus élevée est égale à  $0,742.10^{-5}$ . Elle concerne les particules diesel, calculée sur le lieu de la casse d'automobile, située au sud du CSD.

Le calcul des ERI globaux, en sommant en un point donné les ERI obtenus pour chaque substance, permet d'arriver à la valeur maximale de  $0,812.10^{-5}$ .

Les estimations des risques cumulés "pollution de fond et projet d'extension" calculés restent inférieures aux valeurs recommandées. La valeur de QD (indice de risque pour les substances à effets non cancérigènes) cumulé la plus élevée est égale 0,9, concerne les PM10 (poussières de taille inférieure à 10 micromètres) pour lesquels la contribution de la pollution de fond est très majoritaire (Cette contribution est supérieure à 70%).

Un calcul d'ERI cumulé donne la valeur maximale de  $0,389.10^{-5}$  pour le benzène, qui est donc inférieure à la valeur préconisée par l'OMS.

D'après l'évaluation des risques sanitaires, les rejets du projet d'extension du CSD de Puy-Long ne constitueront pas une source majeure d'agents toxiques pour les populations présentes dans la zone d'étude.

#### **4-6) Étude de danger**

La méthodologie de l'étude de danger a été conduite conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation.

Dans un premier temps, une analyse préliminaire des risques a été menée pour les différentes installations du site, à savoir, les alvéoles de déchets, le réseau de biogaz, l'unité de valorisation du biogaz et les torchères, les différents stockages (huile, carburant, charbon actif), le poste de transformation électrique, la collecte et le bassin de stockage des lixiviats et la plate-forme de transit des déchets verts.

L'analyse des risques, de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des divers scénarii étudiés a permis d'identifier quatre scénarii d'accidents majeurs potentiels, susceptibles d'avoir des effets sur l'homme et les structures. Ils sont les suivants :

- Scénario I1 : L'incendie d'une alvéole de déchets située en partie basse de l'extension du site (alvéole proche des limites du site),
- Scénario I2 : L'incendie d'une alvéole de déchets située en partie haute de l'extension du site,
- Scénario E1 : L'explosion à l'air libre de biogaz dégagé à une torchère éteinte,
- Scénario E2 : L'explosion de biogaz dans un caisson recevant un moteur de valorisation.

##### 4-6-1) Les scénarii incendie (I1 et I2)

Avec les hypothèses majorantes retenues (incendie généralisé de l'alvéole), le flux de  $3 \text{ kW/m}^2$ , correspondant aux effets irréversibles sur l'homme, pour une alvéole de 4 000 mètres carré de surface, dépasserait d'une dizaine de mètres les limites du site (rayon thermique de 52 mètres). Pour contenir ce flux de  $3 \text{ kW/m}^2$ , dans les limites du site, la surface des déchets non recouverts de terre, ne devra pas dépasser 2 000 mètres carré.

Cette contrainte sera appliquée aux alvéoles dont les limites se trouvent à moins de 52 mètres des limites du site.

Les effets dominos sont limités au site (flux de  $8 \text{ kW/m}^2$ , rayon thermique de 24 mètres). Les principales cibles sont les engins qui seront retirés des alvéoles en cas d'incendie et en dehors des heures d'ouverture du CSD. En dehors des heures d'ouverture du CSD, le site est sous surveillance.

##### 4-6-2) Les scénarii explosion (E1 et E2)

En cas d'explosion d'un caisson recevant un moteur de valorisation, dans la configuration actuelle du site, il n'y aurait pas d'effets de surpression irréversibles en dehors des limites du site (flux de 50 mbar, rayon d'explosion de 53 mètres, limites du site à 100 mètres). Il existe un risque d'effets dominos sur les installations situées à moins de 20 mètres du caisson. Les hypothèses retenues font abstraction des mesures de détection, d'intervention et de ventilation existante. Un éloignement des diverses installations les unes des autres est à envisager.

Avec ces hypothèses, il reste un risque d'effets indirects par bris de glace dans un rayon de 120 mètres (flux de 20 mbar), soit 20 mètres en dehors des limites du site. Dans cette enveloppe de 20 mètres, il n'existe pas de construction.

Le risque d'explosion au niveau des torchères, en cas d'extinction de celles-ci, est négligeable au regard du risque précédent.

#### 4-6-3) Stabilité des digues

Des études de stabilité de la digue et du stockage des déchets de l'extension du CSD de Puy-Long ont été réalisées par le laboratoire régional des ponts et chaussées de Clermont-Ferrand. Ces études montrent qu'en prenant en compte les tassements des déchets et la sismicité locale, les ouvrages prévus sont stables.

Une tierce-expertise a été demandée au bureau d'étude CEBTP-SOLEN de Clermont-Ferrand. L'étude datée de février 2007 confirme la stabilité des ouvrages.

### **5 – Enquête publique**

Par ordonnance n° E07000102/63 du 12 mars 2007, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur Jean FAU en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté préfectoral n° 07/01178 du 15 mars 2007, Monsieur le Préfet a prescrit une enquête publique relative au projet présenté par le Président de Clermont-Communauté. Par arrêté préfectoral n° 07/02139 du 9 mai 2007, l'enquête publique a été prolongée de quinze jours. Elle s'est déroulée du 16 avril 2007 au 31 mai 2007.

Le commissaire-enquêteur a tenu des permanences dans les cinq mairies des communes touchées par le périmètre d'enquête publique.

#### **5-1) Les avis formulés par le public**

33 avis et observations ont été enregistrées sur les registres d'enquête publique ou transmises au commissaire-enquêteur.

Les observations et avis émis portent essentiellement sur les points suivants :

- L'impact et les nuisances du CSD,
- La limitation de l'origine des déchets à Clermont-Communauté et la création de petits CSD répartis sur le territoire,
- La conformité du CSD de Puy-Long avec le PDEDMA 63 - Le refus de l'extension,
- Les inquiétudes du monde agricole face au manque de prise en compte de ces intérêts économiques,
- Les moyens de faire un tri performant,

#### **5-2) Le mémoire en réponse du Président de Clermont-Communauté sur les remarques du public**

Le président de Clermont-Communauté a fourni au commissaire-enquêteur un mémoire en réponse aux remarques du public.

Les réponses aux points principaux sont les suivantes :

##### 5-2-1) L'impact et les nuisances du CSD

###### 5-2-1-1) Nuisances olfactives

Les travaux de renforcement du réseau de drainage ont généré, depuis plusieurs mois, des nuisances olfactives, accentuées par la situation sommitale du casier en service.

La collecte sélective des déchets fermentescibles, la pose à l'avancement de réseau de captage de biogaz plus dense, le travail par alvéoles plus petites avec des recouvrements systématiques en fin de journée permettront une réduction des quantités de biogaz non captés qui génèrent des odeurs.

###### 5-2-1-2) Impact sur le sous-sol et sur les eaux

La maîtrise des risques de pollution des eaux passe par celle des lixiviats. La barrière de sécurité active, surmontée de la couche de drainage, permet de collecter et d'évacuer les lixiviats vers le réseau d'assainissement de la ville de Clermont-Ferrand pour être traités à la station d'épuration des "Trois rivières".

L'installation d'une barrière de sécurité passive sera mise en place pour éviter toute pollution du sous-sol.

Les eaux pluviales seront collectées par des fossés étanches et stockées, avant rejet au milieu, dans des bassins de rétention.

Un suivi de la qualité des eaux du Bec sera mis en place.

#### 5-2-1-3) Nuisances liées aux envols

Pour réduire les forts niveaux d'empoussièrement, l'exploitant a installé un dispositif de lavage des roues des véhicules. Les pistes d'accès aux casiers seront revêtues d'enrobés.

Les envols de papiers seront limités par l'installation de filets et le confinement de la zone de vidage. La réduction de la surface des alvéoles en service réduira le volume des envols.

#### 5-2-1-4) Stabilité de la digue frontale

Une tierce expertise a été réalisée qui confirme l'absence de danger.

#### 5-2-2) La limitation de l'origine des déchets à Clermont-Communauté et la création de petits CSD répartis sur le territoire

Dans le cadre d'une solidarité départementale et dans l'attente de la mise en oeuvre d'un schéma de traitement responsabilisant l'ensemble des syndicats concernés, Clermont-Communauté a accepté dans le cadre de convention l'apport par le syndicat du bois de l'Aumône (SBA) de 52 000 tonnes par an jusqu'à juin 2008 et par le syndicat d'Issoire-Brioude de 10 000 tonnes de septembre 2006 à septembre 2007.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme prévoit le maintien de trois CSD (Ambert, Miremont et Clermont-Ferrand). Le VALTOM a annoncé le projet de création d'un CSD à Montcel.

#### 5-2-3) La conformité du CSD de Puy-Long avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme - Le refus de l'extension

L'extension demandée est inscrite dans le plan (septième mesure clef) et les dispositions techniques du dossier de demande d'autorisation sont conformes aux normes en vigueur.

#### 5-2-4) Les inquiétudes du monde agricole face au manque de prise en compte de ces intérêts économiques

La configuration actuelle et future du CSD de Puy-Long permet de réduire au maximum les impacts sur l'activité agricole du territoire de Clermont-Ferrand. Les terres cultivables utilisées pour l'extension représentent 13 hectares, y compris les terrains de l'institut national de recherche agronomique (INRA).

De plus, les deux parcelles (de surface totale 1683 m<sup>2</sup>) situées dans le périmètre de production des Côtes d'Auvergne ont été exclues du projet à la demande de l'institut national des appellations d'origine (INAO).

En ce qui concerne les dégâts occasionnés sur les récoltes et les semis par les oiseaux, et la mévente de la production compte tenu des odeurs, aucune demande particulière n'a été formulée par les agriculteurs concernés. Le président de l' "Association de défense et des protections agricoles" rappelle dans son courrier du 28 mai 2007 qu'actuellement, les agriculteurs n'ont pas de problèmes particuliers pour vendre les récoltes produites autour du CSD.

Les réponses aux remarques relatives aux servitudes d'utilité publique sont traitées dans la partie 5-2 du chapitre II de ce rapport.

#### 5-2-5) Les moyens de faire un tri performant



Depuis 2002, la collecte sélective en porte à porte a été étendue à l'ensemble des 21 communes de Clermont-Communauté.

Les déchetteries ont été équipées de bennes supplémentaires pour le tri du bois et d'armoires sécurisées pour les déchets spéciaux (piles, produits chimiques, peintures, ...). La collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en déchetterie est opérationnelle depuis mars 2007. La construction d'une déchetterie à Pont du Château est en cours.

Un dispositif de collecte des déchets d'activité de soins à risques infectieux est en place depuis janvier 2005. Une collecte sélective des déchets fermentescibles a été initiée depuis novembre 2006 sur les communes de Romagnat et du Cendre.

### **5-3) Les compléments demandés par le commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur a demandé à Clermont-Communauté :

- d'actualiser les chiffres de la production des ordures ménagères (avec les chiffres de l'année 2006 et premier trimestre 2007) afin d'être commentés et comparés aux prévisions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme,
- d'indiquer les possibilités de réduction de la production des déchets par type et par origine, les processus et les coûts inhérents,
- de proposer des solutions pour prétraiter les ordures ménagères résiduelles à l'entrée du CSD de Puy-Long, et décrire les effets attendus sur la durée de vie du site et leurs coûts.

### **5-4) Le mémoire en réponse de Clermont-Communauté sur les compléments d'informations demandées par le commissaire-enquêteur**

Dans son mémoire en réponse du 19 juillet 2007, Clermont-Communauté a apporté les réponses suivantes :

Concernant la collecte des ordures ménagères, Clermont-Communauté constate :

- une baisse importante des tonnages d'ordures ménagères collectées traditionnellement depuis la mise en place des collectes sélectives en porte à porte.
- des écarts importants entre les tonnages réels et ceux prévus par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme,
- les objectifs de Mme Nelly Olin relatifs à la réduction de la production des déchets sont réalistes après la mise en place de la collecte des FFOM.

Concernant les possibilités de réduction de la production des déchets, Clermont-Communauté rappelle les mesures suivantes :

- la mise en place effective d'une politique de prévention des déchets à la source au niveau départemental et au niveau de chaque syndicat,
- Le développement et l'optimisation des collectes sélectives des déchets secs en porte à porte sur l'ensemble du territoire du plan,
- la mise en place d'une collecte sélective en porte à porte des biodéchets pour la moitié des habitants de la zone du plan,
- L'extension et le développement des collectes en déchetteries (bois, déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE), déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI), déchets ménagers spéciaux (DMS) ),
- La mise en place d'un prétraitement mécano biologique des déchets résiduels avant enfouissement (MBT),

- la mise en place d'unité de séchage, compostage et de méthanisation des boues de station d'épuration,
- Le tri et la valorisation des déchets industriels banals et des encombrants.

Concernant les solutions pour prétraiter les ordures ménagères résiduelles à l'entrée du CSD de Puy-Long, Clermont-Communauté évoque la possible mise en place du procédé MBT. Il s'agit d'un assemblage de process de broyage, de tri mécanique et de traitement biologique qui permet une valorisation matière, énergétique éventuelle (biogaz) et une stabilisation des déchets.

La mise en place du procédé MBT permet, d'après l'exploitant, de rallonger la durée de vie du CSD de 3 à 4 ans. Il implique un surcoût de la collecte de 10 €/T et un coût de traitement de 60 à 80 €/T.

#### **5-5) L'avis du commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur motive son avis en cinq points :

- 1) L'extension du CSD de Puy-Long s'intègre dans le PDEDMA du Puy de Dôme,
- 2) Ce projet d'extension présente les avantages suivants :
  - Une durée de vie élevée du CSD après extension,
  - L'existence d'un site proche de l'agglomération clermontoise, source principale des déchets, tout en étant relativement éloigné des zones habitées,
  - l'expérience acquise sur ce site tout au long de son histoire, aussi bien en matière environnementale que technique,
  - L'existence sur le site de structures fonctionnelles réutilisables participant à la protection de l'environnement, notamment de valorisation de biogaz,
- 3) Son exploitation met en œuvre des techniques qui sauvegardent l'environnement et la santé des populations, comme l'étanchéité des fonds de casiers, le traitement des lixiviats, le captage et la valorisation du biogaz, l'exploitation en alvéoles de surface réduite pour limiter les odeurs et les envols,
- 4) L'impact sur l'environnement est maîtrisé : Les eaux de surface et souterraines sont protégées, le paysage sera reconstitué en fin d'exploitation,
- 5) L'évaluation des risques sanitaires montre que les rejets du CSD actuel, et donc de son extension, ne constituent pas une source majeure d'agents toxiques pour les populations, malgré quelques nuisances : odeurs, envols de papiers les jours de grands vents,

Le commissaire-enquêteur donne un avis favorable à la poursuite et à l'extension de l'exploitation du centre de stockage de déchets de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand. Cette extension pourra être réalisée selon un des trois scénarii décrits dans le dossier soumis à l'enquête publique, le choix du scénario relevant de l'autorité administrative.

Toutefois, le commissaire-enquêteur fait les deux recommandations suivantes :

#### **Recommandation n°1**

A terme, les CSD ne devront recevoir que des déchets ultimes, déchets dont la définition varie en fonction du lieu (département) et du temps (évolution des normes). Pour chaque CSD, la définition correspond à celle donnée par le PDEDMA en vigueur dans le département en question.

Clermont-Communauté, pour sa part, prévoit de traiter, à l'horizon 2010, les ordures ménagères fermentescibles par compostage ou par méthanisation, et de prétraiter les déchets ménagers résiduels avant leur enfouissement, afin de réduire le volume des déchets à enfouir et le caractère polluant des lixiviats et du biogaz. Ces installations devront être réalisées.

## Recommandation n°2

Mettre en place une politique de prévention des déchets à la source au niveau départemental et au niveau des syndicats. Cette politique doit déboucher sur l'élaboration d'un plan de prévention décliné localement.

### **6 – Avis des communes**

Les communes d'Aubière, Aulnat, Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne et Lempdes dont le territoire est touché par le périmètre de deux kilomètres autour du CSD de Puy-Long, correspondant au rayon d'affichage, ont été consultées.

Commune consultée	Avis de la commune consultée
Aubière	Pas de réponse.
Aulnat (délibération du 30 mai 07)	<b>donne un avis favorable</b> assorti de deux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- La création de mini centres d'enfouissement technique par bassins de production de déchets ménagers et assimilés, favorisant ainsi la responsabilisation des acteurs locaux,</li><li>- Le refus sur le site de Puy-Long des déchets ménagers et assimilés provenant des bassins de production hors du Puy de Dôme et de bassins de production du département hors du périmètre de Clermont-Communauté.</li></ul>
Clermont-Ferrand (délibération du 27 avril 07)	<b>émet un avis favorable.</b>
Cournon d'Auvergne (délibération du 3 mai 07)	<b>se prononce favorablement</b> et émet les recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- mettre en place une filière mécano-biologique dans le cadre du traitement des déchets,</li><li>- mettre en place une véritable politique du tri, y compris pour les déchets verts,</li><li>- et mettre en place une solidarité départementale avec l'ouverture d'autres centres d'enfouissement technique.</li></ul>
Lempdes (courrier du 9 mai 07)	<b>donne un avis favorable</b> et conditionne son accord à : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'utilisation exclusive de ce site par les 21 communes de Clermont-Communauté, car celui-ci n'a pas vocation à accueillir les déchets de tout le département et d'une partie de la Haute-Loire, ce qui implique la nécessité d'ouvrir ou d'assurer l'extension d'autres CET sur le département,</li><li>- au traitement correct des ordures ménagères après tri, et par l'optimisation énergétique de ce nouveau gisement. L'exploitation du CET de Puy-Long doit s'intégrer dans un nouveau schéma départemental abandonnant le principe même de l'incinération et du stockage des mâchefers, prévoyant une territorialisation du traitement des déchets ménagers et s'appuyant sur la stabilisation des déchets enfouis rendus inertes.</li></ul>

## 7 – Avis des services

Service consulté	Avis du service consulté	Réponses de Clermont-Communauté (courriers du 21 septembre 2007)
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Auvergne (DRIRE Auvergne) (courrier du 1 juin 07)	<p><b>rappelle les observations sur les principaux aspects techniques communs au projet Vernéa</b> qui ont fait débat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nécessité de quantifier toutes les émissions en CO<sub>2</sub> et en méthane ;</li> <li>- la nécessité de qualifier de manière précise les usages des eaux souterraines dans la zone d'influence et d'envisager si nécessaire des servitudes pour restreindre les usages ;</li> <li>- la nécessité que les volumes de déchets à enfouir au CSD soient compatibles avec le projet Vernéa.</li> </ul>	<p>répond que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il procède, depuis 2004, aux déclarations annuelles des émissions de CO<sub>2</sub> et CH<sub>4</sub>.</li> <li>- l'eau des puits fermiers peut être classée pour As et Ni "eau permettant l'irrigation des plantes sensibles ou tous les sols" d'après le système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines.</li> <li>- il propose de signer une convention avec les propriétaires et de réaliser un suivi renforcé des eaux de ces puits (voir par 4-1-1 page 8 de ce rapport)</li> <li>- une proposition alternative a été transmise au Préfet.</li> </ul>
Service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civiles (SIRDPC) (courrier du 24 mai 07)	<p><b>n'émet pas un avis défavorable dès lors que les normes en vigueur sont respectées,</b> et rappelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance de limiter les populations de volatiles aux abords de l'aéroport d'Aulnat, lors de leurs migrations des lagunes de la sucrerie de Bourdon vers le CSD ;</li> <li>- la pollution du Bec, liée aux premiers casiers mis en service, aujourd'hui fermés et étanchés en surface, devrait s'atténuer ;</li> <li>- son souhait d'un suivi régulier de la concentration des poussières sur le site.</li> </ul>	
Direction Régionale de l'Environnement Auvergne (DIREN Auvergne) (cours. du 22 août 07)	<p><b>émet un avis favorable,</b> sous réserve que les pentes des massifs réalisés soient régulières de façon à éviter toute artificialisation du site et revégétalisées en lande en privilégiant l'implantation de bosquets d'essences locales.</p>	
Direction de l'Inspection du Travail des Transports (DITD) (courrier du 14 mai 07)	<p><b>émet un avis favorable,</b> et attire l'attention du demandeur sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole de sécurité devra être élaboré et conclu avec les transporteurs des entreprises extérieures amenées à fréquenter le site ;</li> <li>- un plan de circulation devra être mis en place ;</li> <li>- toute mesure devra être prise pour assurer la protection contre les chutes de hauteurs.</li> </ul>	<p>confirme la prise en compte des recommandations concernant l'hygiène et la sécurité du personnel.</p>
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine Puy de Dôme (SDAP 63) (courrier du 22 mai 07)	<p><b>n'a aucune observation à formuler.</b></p>	

Service consulté	Avis du service consulté	Réponses de Clermont-Communauté (courriers du 21 septembre 2007)
<p>Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)</p> <p>(courrier du 25 mai 07)</p>	<p><b>réserve son avis</b> dans l'attente des éléments complémentaires suivants, en particulier l'évaluation des risques sanitaires pour la voie "eau". et fait les remarques suivantes :</p> <p><u>Sur l'étude des risques sanitaires (ERS) pour la voie "eau"</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude doit intégrer une analyse des effets du projet, mais également de l'installation existante;</li> <li>- une contamination des puits à usage d'irrigation (puits Bardy et Hasko) a été identifiée qui peut engendrer une exposition humaine par transfert, via les cultures ;</li> <li>- considère qu'il n'est pas justifier de faire l'économie d'une ERS pour la voie "eau" ; Cette dernière pourrait permettre de disposer des éléments utiles à la bonne gestion de l'usage de l'eau de ces puits compte tenu de l'impact constaté.</li> </ul> <p><u>Sur l'étude des risques sanitaires pour la voie "air"</u></p> <p>Elle note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les pistes menant aux casiers seront recouvertes d'enrobé ;</li> <li>- un arrosage des pistes est prévu pour limiter les envols de poussières ;</li> <li>- Clermont-Communauté va s'équiper de douze camions-bennes utilisant le gaz naturel (GNV) ; Ce qui aura un impact bénéfique pour l'air qu'il serait intéressant de quantifier.</li> </ul> <p><u>Les lixiviats</u></p> <p>En cas de non conformité des lixiviats pour leur rejet au réseau d'assainissement, le pétitionnaire devra expliciter les mesures prises pour un retour à la norme.</p>	<p>précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'eau des puits fermiers peut être classée pour As et Ni "eau permettant l'irrigation des plantes sensibles ou tous les sols" d'après le système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines.</li> <li>- s'engage à signer une convention avec les propriétaires et de réaliser un suivi renforcé des eaux de ces puits (voir par 4-1-1 page 8 de ce rapport)</li> <li>- ces douze véhicules représentent un tiers du parc actuel de véhicules bennes. La politique de remplacement va se poursuivre.</li> <li>- rappelle la conformité des lixiviats depuis 2002.</li> </ul>
<p>(courrier du 8 oct. 07)</p>	<p><b>lève ses réserves et donne un avis favorable sur ce dossier</b>, dans la mesure où les engagements pris par Clermont-Communauté seront actés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>	
<p>Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)</p> <p>(courrier du 29 mai 07)</p>	<p><b>émet un avis favorable</b> sur ce projet, sous réserve que les deux parcelles CY n°52 et 53 soient exclues du projet d'extension du CET, afin de préserver l'aire de production de l'appellation d'origine vin délimité de qualité supérieure "Côtes d'Auvergne" ; et rappelle que le site est aussi couvert par les aires géographiques des appellations d'origine contrôlées fromagères "Bleu d'Auvergne", "Cantal" et "Saint-Nectaire".</p>	
<p>Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne (DRAC)</p> <p>(courrier du 24 avril 07)</p>	<p><b>accuse réception du dossier</b> et précise que le projet a donné lieu à un arrêté de prescription de diagnostic archéologique.</p>	

Service consulté	Avis du service consulté	Réponses de Clermont-Communauté (courriers du 21 septembre 2007)
<p>Direction Départementale de l'Équipement (DDE) (courrier du 8 juin 07)</p>	<p><b>émet un avis favorable,</b> sous réserve de l'obtention de l'autorisation du ministre de la Défense pour déroger à la servitude PT2 (radioélectrique contre les obstacles), bien que la délégation générale pour l'armement (DGA) n'émette pas d'objection au projet, et rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le projet respecte les contraintes liées des servitudes aéronautiques de dégagement (T5) et celles de la servitude radioélectrique de protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques (PT1) ;</li> <li>- la conformité du projet avec le PDEDMA 63 ;</li> <li>- l'autorisation ICPE vaut autorisation d'installations et travaux divers au titre de l'application du droit des sols ;</li> <li>- Les terrains d'assiette du projet sont classés en zone NDN destinée à recevoir les constructions et aménagements liés au CET ou aux unités de traitement des déchets ménagers par valorisation ;</li> <li>- l'aménagement du carrefour de route départementale n°272 avec la route de Puy-Long améliorera la situation.</li> </ul>	
<p>Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) (courrier du 31 mai 07)</p>	<p><b>émet un avis favorable,</b> sous réserve du respect des différents engagements pris par l'exploitant dans le cadre du dossier d'autorisation, et rappelle la nécessité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consulter l'institut national des appellations d'origines (INAO) ;</li> <li>- réaliser des barrières de sécurité actives et passives en fond de casier ;</li> <li>- réaliser un suivi régulier des eaux souterraines ;</li> <li>- la ville de Clermont-Ferrand autorise le déversement des lixiviats traités au réseau par arrêté et que la convention de rejet, en cours de reconduction lui soit annexée ;</li> <li>- mettre en place une surveillance et un traitement du calcaire qui se dépose à l'intérieur du réseau d'assainissement ;</li> </ul> <p>- mettre en œuvre les moyens pour que les rejets des eaux de ruissellement au milieu naturel soient conformes.</p>	<p>précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'INAO a été consulté.</li> <li>- les dispositions relatives à la protection des eaux souterraines s'imposent à l'exploitant.</li> <li>- une convention de rejet est en cours. La mise en place d'un dispositif d'aération est prévu.</li> <li>- des prélèvements ont été réalisés pour connaître l'origine des dépôts de calcaire. Une surveillance semestrielle par inspection vidéo est engagée, avec curages si nécessaires.</li> <li>- les vidanges seront effectuées selon des débits réduits afin d'éviter les inondations vers les fermes.</li> </ul>
<p>Conseil Général (CG) (courrier du 23 mai 07)</p>	<p><b>donne un avis favorable</b> et rappelle que la recherche de nouveaux sites ou l'extension de sites existants pour maintenir une capacité résiduelle d'accueil des déchets ultimes suffisante est l'une des douze mesures-clés du PDEDMA du Puy de Dôme.</p>	



## **8 – Analyse et proposition de l'inspection des installations classées**

Cette partie donne le point de vue de l'inspection des installations classées sur le dossier de demande d'autorisation déposé par Clermont-Communauté à la lueur des remarques et avis formulés lors de l'enquête publique, par le commissaire-enquêteur, par les communes et des services consultés. De cette analyse, il résultera une proposition d'autorisation.

### **8-1) Analyse du dossier déposé**

Les aménagements proposés, notamment ceux relatifs à la réalisation de l'extension sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997. Ces aménagements doivent permettre de réduire au minimum les impacts du centre de stockage de déchets pour les rendre acceptables.

Pour les principaux impacts, on retiendra que les nouveaux casiers proposés disposeront d'une double étanchéité constituée une barrière de sécurité active et une barrière de sécurité passive. Aussi l'impact de l'extension sur les eaux souterraines devrait être quasiment nul.

Cependant, il subsiste l'impact des casiers plus anciens, qui n'ont pas fait l'objet d'étanchéité comparable à celle requise actuellement pour les casiers nouvellement mis en service. Pour ces casiers, Clermont-Communauté s'est engagé à surveiller, pendant une période de trois ans renouvelable, la composition des lixiviats afin de connaître l'évolution des déchets enfouis, leurs états de dégradations et leur potentiel polluant. D'autre part, il envisage de signer avec les propriétaires des puits fermiers des conventions renouvelables prévoyant une interdiction de prélèvements des eaux souterraines, des dédommagements et un suivi trimestriel de la qualité de ces eaux.

Il s'est engagé à mesurer la qualité des eaux du Bec, en amont et en aval du CSD, afin de fournir des éléments devant montrer un éventuel impact des dépôts de déchets, alors qu'à ce jour cet impact n'est pas avéré.

Concernant la qualité de l'air, les émissions de poussières encore importantes et les nuisances olfactives restent les deux principaux paramètres sur lesquels l'exploitant devra travailler et rester vigilant. Les propositions faites par l'exploitant devraient faire évoluer favorablement ces paramètres.

Concernant l'impact sur la santé des populations avoisinantes, les études montrent que les valeurs d'exposition restent inférieures aux valeurs de référence préconisées et sont donc acceptables.

Les résultats de l'étude de danger ont été intégrés aux aménagements du site. Les risques restent acceptables.

La proximité de site de l'agglomération clermontoise nécessite que l'intégration paysagère soit toujours soignée. Le respect des principes écologiques énoncés dans le dossier devra permettre d'aboutir à ce résultat.

### **8-2) Les avis émis**

Les consultations menées conformément aux dispositions du code de l'environnement n'ont pas conduit à des observations significatives.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à l'issue de l'enquête publique.

### **8-3) Proposition d'autorisation de l'inspection des installations classées**

Le centre de stockage de déchets ultimes non dangereux de Puy-Long est autorisé par arrêté préfectoral n° 04/01626 du 17 juin 2004, jusqu'au 30 juin 2008 pour un tonnage annuel de 250 000 tonnes par an. A cette date, il comportera une capacité résiduelle, d'environ 120.000 tonnes.



Le centre de stockage de déchets de Puy-Long est prévu dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme et l'extension de sites existants, comme Puy-Long, pour maintenir une capacité résiduelle d'accueil des déchets ultimes suffisante est l'une des douze mesures clef (7<sup>ième</sup>) du plan.

L'autorisation d'extension du site de Puy-Long doit tenir compte des autres capacités de traitement actuelles et à venir, présentes dans le périmètre du plan.

Le plan précise qu'*"à l'horizon 2010, les déchets ultimes dans le Puy de Dôme sont composés des déchets secondaires non valorisables générés par les unités de valorisation énergétique, biologique et matière, des encombrants non combustibles des ordures ménagères résiduelles après collectes sélectives des déchets secs et des biodéchets, des DIB non recyclables"*. Il prévoit, notamment, la mise en œuvre de la collecte des biodéchets auprès de 225.000 personnes, et la mise en place de projets structurants concernant la valorisation biologique et énergétique. Ces moyens ne sont pas encore, ou ne sont que partiellement mis en œuvre.

Le 30 août 2007, le Président de Clermont-Communauté a fait part au Préfet de plusieurs projets de traitement complémentaire des déchets dans un document (décrit ci-dessus) intitulé *"Pour une gestion responsable et citoyenne des déchets - Valorisation des déchets et prévention - Un projet pour l'agglomération clermontoise - Une alternative pour le territoire du plan départemental"*, dont les objectifs sont de renforcer la politique de prévention de la production des déchets, d'améliorer le tri, de développer et optimiser les collectes sélectives, d'augmenter la valorisation des déchets et de réduire les volumes et le caractère polluant des déchets ultimes à enfouir. Toutefois ces projets nécessitent des précisions complémentaires et peuvent être soumis à autorisation spécifique. Ces projets ne sont pas intégrés dans la demande d'autorisation relative au CET de Puy Long.

La réalisation d'une extension du centre de stockage de déchets ultimes non dangereux de Puy-Long, qui reçoit actuellement 240 000 tonnes de déchets par an, soit environ 70 % des déchets admis en CSD sur le périmètre du plan, est une nécessité, le site actuel sera saturé fin 2008.

Toutefois les incertitudes relatives au calendrier de mise en œuvre effective des moyens de traitement des déchets prévus par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme ne permettent pas d'avoir de lisibilité sur les évolutions à venir des quantités et de la nature des déchets ultimes à traiter.

En conséquence, il convient de limiter l'autorisation aux besoins strictement nécessaires pour les prochaines années.

C'est pourquoi, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un projet d'autorisation (voir ci-joint le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation), dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- la poursuite de l'exploitation du casier de la zone n°4, jusqu'à la fin de l'année 2008, pour un tonnage total de déchets de 341 000 tonnes, soit environ 350 000 m<sup>3</sup> (Ces valeurs de capacité résiduelle de la zone n°4 à la date de mi-août 2007 ont été établies à partir d'un levé topographique réalisé à la mi-août 2007) ;

- l'exploitation du casier n°1 de la zone n°5 pour une capacité maximale de 1 000 000 tonnes, soit environ 1 040 000 m<sup>3</sup>, soit jusqu'à la cote altimétrique de 405 m NGF ;

- un tonnage maximum annuel admis de déchets non dangereux ultimes de 240 000 tonnes jusqu'au 31 décembre 2014 ;

- l'admission à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 des seuls déchets ultimes au sens du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme. Des décisions ultérieures, prises par arrêtés préfectoraux complémentaires, pourront permettre si besoin de décaler cette date du 1<sup>er</sup> janvier 2010 dans l'attente de la mise en service effective des autres investissements structurants prévus au plan.

## Chapitre II :

### **Demande d'institution de servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter du centre de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long.**

Le 8 février 2007, Monsieur le Président de Clermont-Communauté a déposé, à la préfecture, une demande d'institution de servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la zone à exploiter étendue du centre de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long (accompagnée de la demande d'autorisation de l'extension présentée dans le chapitre I de ce présent rapport).

La recevabilité du dossier a été prononcée le 16 mars 2007.

Le présent chapitre traite de la demande d'institution des servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 m autour de la future zone à exploiter du centre de stockage de déchets et de son instruction administrative.

#### **1 – Rappel réglementaire**

##### **1-1) Demande d'autorisation d'extension de la capacité de stockage**

L'extension demandée par le Président de Clermont-Communauté conduit à une utilisation nouvelle du sol, par agrandissement de la zone à exploiter et par l'acquisition de nouvelles parcelles. La circulaire DPPR/SPPD n°96-858 du 28 mai 1996 rappelle que les extensions d'installations existantes doivent être assimilées à des autorisations initiales si elles conduisent à une utilisation nouvelle des sols.

Dans ces conditions, l'article 55 de l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997 stipule que la mise en conformité de l'installation doit porter sur l'ensemble des dispositions dudit arrêté ministériel, et notamment sur son article 9.

##### **1-2) Institution de servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres**

L'article 9 de l'arrêté ministériel modifié du 9 septembre 1997 mentionne que la zone à exploiter doit être implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ;
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

Elle doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site.

Or, la future zone à exploiter du centre de stockage de déchets de Puy-Long (qui intègre les casiers existants des zones n°1, 2, 3 et 4 et les trois futurs casiers de la zone n°5) n'est pas à plus de 200 mètres des limites du site.

La maîtrise foncière de Clermont-Communauté dans la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter est la suivante :

- 34 % de la superficie appartient à Clermont-Communauté ou est mise à disposition par la commune de Clermont-Ferrand au profit de Clermont-Communauté pour l'exploitation du CSD de Puy-Long,

- 9 % de la superficie appartient à la commune de Clermont-Ferrand et pourrait faire l'objet d'une convention avec Clermont-Communauté,
- 57 % n'est pas maîtrisée.

Clermont-Communauté n'ayant pas apporté les garanties équivalentes en terme d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou de servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site, pour les 57 % de la superficie des parcelles de la bande des 200 mètres, elle doit demander l'institution de servitudes d'utilité publique comme le permet l'article L.515-12 du code de l'environnement.

L'article L.515-12 du code de l'environnement stipule qu' *"afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit code, les servitudes prévues aux articles L.515-8 à L.515-11 peuvent être instituées sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation, sur l'emprise des sites de stockage de déchets ou dans une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation, ou sur l'emprise des sites d'anciennes carrières ou autour de ces sites sur des surfaces dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Ces servitudes peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol et permettre la mise en oeuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site."*

L'article L.515-8-II et III du code de l'environnement mentionne que ces servitudes comportent, en tant que de besoin :

- 1° La limitation ou l'interdiction du droit d'implanter des constructions ou des ouvrages et d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes ;
- 2° La subordination des autorisations de construire au respect de prescriptions techniques tendant à limiter le danger d'exposition aux explosions ou concernant l'isolation des bâtiments au regard des émanations toxiques ;
- 3° La limitation des effectifs employés dans les installations industrielles et commerciales qui seraient créées ultérieurement.

Elles tiennent compte de la nature et de l'intensité des risques encourus et peuvent, dans un même périmètre, s'appliquer de façon modulée suivant les zones concernées. Elles ne peuvent contraindre à la démolition ou à l'abandon de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution desdites servitudes.

L'article L.515-9 du code de l'environnement précise que l'institution de servitudes d'utilité publique est décidée à l'intérieur d'un périmètre délimité autour de l'installation, soit à la requête du demandeur de l'autorisation ou du maire de la commune d'implantation, soit sur l'initiative du préfet.

Cette demande d'institution de servitudes d'utilité publique a été soumise à la procédure d'enquête publique en parallèle de la demande d'extension du site.

Le Préfet arrêtera le projet correspondant sur le rapport de l'inspection des installations classées, après consultation de la direction départementale de l'équipement et du service chargé de la sécurité civile.

## **2 – Demande d'institution des servitudes d'utilité publique du président de Clermont-Communauté**

Le Président de Clermont-Communauté a sollicité auprès du Préfet l'institution de servitudes d'utilité publique sur les parcelles non maîtrisées situées dans la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter prévue par l'extension du CSD de Puy-Long. Le dossier spécifique de demande comprend les pièces suivantes :

- Une lettre de demande,
- Une notice de présentation,
- Un plan faisant ressortir le périmètre de la zone de servitudes,
- Un plan parcellaire des terrains et bâtiments compris dans la zone indiquant leur affectation,
- L'énoncé des règles de servitudes envisagées,
- Une liste des parcelles concernées,

## 2-1) Parcelles concernées par l'institution des servitudes d'utilité publique

La demande d'institution de servitudes d'utilité publique concerne les parcelles situées partiellement ou en totalité dans la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter du centre de stockage des déchets non dangereux de Puy-Long. Ces parcelles sont situées sur les communes de Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne et Lempdes.

Ces parcelles sont les suivantes :

Pour la commune de Clermont-Ferrand :

Section CW	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Superficie soumise à servitudes (en m <sup>2</sup> )
26	45 842	29 943
27	2 420	1 699
28	2 368	550
38	625	318
39	730	475
40	412	301
44	420	11

Section CX	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Superficie soumise à servitudes (en m <sup>2</sup> )
2	1 230	1 191
3	345	265
4	292	167
5	150	26
13	4 700	4 540
14	745	745
15	861	861
16	1 315	1 315
17	539	539
18	695	695
19	753	753
20	1 215	1 215
21	706	706
22	1 935	1 935
23	824	824
24	560	560
25	530	530
26	1 285	1 285
27	1440	688
80	669	207
81	423	345
82	645	645
89	1 040	775
90	2 340	1 923
91	1 330	1 210
96	3 690	2 012
97	932	619
98	2 970	1 343
99	1 010	1 010
100	1 340	1 340
101	2 100	2 100
102	1 375	917
103	830	638
104	2 270	1 924
105	1 880	1 880
106	1 200	1 161
107	3 060	3 060

Section CX	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Superficie soumise à servitudes (en m <sup>2</sup> )
108	317	317
109	630	630
110	770	770
111	800	800
112	580	580
113	810	810
114	765	765
115	710	710
116	770	770
117	4 810	4 810
206	1 595	1 595
346	2 204	2 204
396	1 980	1 980

Section CY	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Superficie soumise à servitudes (en m <sup>2</sup> )
44	218	1
45	360	175
46	1 220	326
54	1 510	1 510
55	1 390	1 390
56	1 125	1 125
57	1 215	1 215
58	2 245	1 944
59	417	417
60	803	326
61	161	35
62	3 230	116
81	3 790	1 360
82	2 320	1 047
83	4 005	1 769
84	2 020	1 322
85	2 165	1 555
86	9 020	9 020
87	4 800	3 749
89	1 245	839
99	8 802	3 484
100	16 784	16 784

Section CZ	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Superficie soumise à servitudes (en m <sup>2</sup> )
3	11 815	9 908
4	2 350	2 129
5	2 410	2 259
6	1 840	1 840
8	5 005	5 005
9	10 310	10 241
35	48 004	43 573
37	3 935	3 935

Pour la commune de Cournon d'Auvergne :

Section ZM	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Superficie soumise à servitudes (en m <sup>2</sup> )
1	14 720	7 286
2	53 240	32 282
3	1 350	580
79	2 470	107
80	6 200	67
81	183 100	1 731

Pour la commune de Lempdes :

Section ZI	Surface concernée (en m <sup>2</sup> )	Partie concernée
17	890	20
68	3 930	216
70	4 240	3 707
71	5 560	4 436
72	6 190	3 748
73	3 890	2 065
74	3 220	1 816
75	2 470	1 241
76	3 250	1 473
77	2 100	731
78	2 800	675
79	1 920	252
80	3 700	67
138	3780	916
139	4 330	4 330
140	2 050	2 050
141	1 060	1 060
142	1 960	1 960
143	5 000	5 000
144	700	700
145	1 320	1 320
146	1 410	1 410
147	2 650	2 650
148	1 840	1 840
149	430	430
150	790	790
151	430	430
152	530	530
153	820	820
154	920	920
155	900	900
156	950	950
157	1 140	1 140
158	560	560
159	1 310	1 310
161	3 910	2 632
162	2 740	1 183
172	2 700	164
173	3 090	968
174	1 730	820
176	3 050	952
178	5 890	5 124
179	14 440	7 923
180	7 260	4 416

Section ZI	Surface concernée (en m <sup>2</sup> )	Partie concernée
181	1 380	463
182	3 000	3 000
183	3 400	1 257
184	4 450	4 450
185	1 510	613
186	1 580	638
187	1 950	804
188	640	243
189	2 470	2 470
190	3 130	3 130
191	1 270	413
192	1 710	515
193	1210	1 210
194	2 270	1 432
195	990	990
196	1 730	1 730
197	1 870	1 870
198	6 080	4 661
199	2 010	2 010
200	1 140	1 140
202	390	390

Remarque : On peut noter aussi que des chemins ruraux et le chemin de Beaulieu à Gandaillat traversent la bande des 200 mètres.

## **2-2) L'énoncé des règles de servitudes d'utilité publique demandées par le Président de Clermont-Communauté**

L'énoncé des règles demandées par le Président de Clermont-Communauté sont les suivantes :

*"Les règles de servitudes d'utilité publique doivent couvrir les prescriptions imposées à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, et en l'occurrence, apporter des garanties "en terme d'isolement par rapport aux tiers (...) couvrant la totalité de la durée d'exploitation et la période de suivi du site".*

*Ainsi, indépendamment des prescriptions et interdictions énoncées par les plans d'occupation des sols (POS) applicables sur les terrains concernés par la bande des 200 mètres autour de la zone à exploiter de l'installation de stockage de déchets de Puy-Long, doivent être interdits par l'instauration de servitudes d'utilité publique :*

*- les occupations et utilisations de sols incompatibles avec le voisinage de ladite installation de stockage de déchets,*

*- la construction ou l'aménagement d'immeubles à usage d'habitation, y compris celles directement liées ou nécessaires à l'activité agricole,*

*- l'aménagement de terrains de sports, de terrains de camping ou de caravanning et enfin, de parcs de loisirs."*

## **3 – L'occupation des sols de la bande des 200 mètres**

La bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter du centre de stockage des déchets non dangereux de Puy-Long est située sur les communes de Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne et Lempdes.

Elle est essentiellement occupée par l'activité agricole (terres agricoles, vignes, domaine de l'INRA), par des landes et des pelouses ouvertes. On note aussi la présence d'une casse et d'un campement de nomades.

Aucun autre bâtiment est implanté actuellement dans la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération clermontoise, qui classe cette zone en zone verte, est en cours de révision, pour être transformé en schéma de cohérence territorial (SCOT).

### **3-1) Le plan d'occupation des sols de la commune de Clermont-Ferrand**

La commune de Clermont-Ferrand est dotée d'un plan d'occupation des sols (POS).

Le CSD de Puy-Long et l'ensemble des parcelles de la bande des 200 mètres, situés sur la commune de Clermont-Ferrand, sont en zone NDn du POS.

La zone NDn est réservée :

- au CSD de Puy-Long et à son réaménagement futur, y compris paysager,
- aux unités de traitement des déchets ménagers et assimilés par valorisation,
- aux travaux, constructions et installations à usage d'équipement collectif correspondant aux infrastructures et superstructures d'intérêt général.

Ce classement exclut toute urbanisation hors infrastructure liée au déchets et impose la protection absolue pour ménager des discontinuités dans le tissu construit ; il affirme la nécessité d'un réaménagement paysager s'intégrant au contexte.

L'emplacement n°305 est réservé à l'extension du C ET de Puy-Long. Un emplacement n°314 est réservé afin de réaliser le pôle de traitement des déchets ménagers sur le site de Beaulieu.

Le CSD de Puy-Long est situé en "espace naturel de proximité", qui prévoit depuis l'approbation du schéma directeur de l'agglomération clermontoise, le 22 septembre 1995, l'implantation d'un centre d'enfouissement technique. Ce schéma a été mis en compatibilité, le 23 mai 2005 pour permettre la réalisation du pôle de traitement des déchets ménagers (UVE-UVB) (prévu sur les parcelles CZ n°3, 4, 5, 6, 37, 8, 9, 35 et CY n°99 et 100 et correspondant à l'emplacement réservé n°314).

### **3-2) Le plan d'occupation des sols de la commune de Cournon d'Auvergne**

La commune de Cournon d'Auvergne dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) depuis le 15 octobre 2003, modifié le 23 juin 2006.

Les parcelles concernées par la bande des 200 mètres du CSD sont classées en zone N. Cette zone naturelle doit être protégée, notamment, en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages.

### **3-3) Le plan d'occupation des sols de la commune de Lempdes**

La commune de Lempdes est dotée d'un plan d'occupation des sols (POS, en cours de révision).

La partie ouest du plateau de Carmentrand est classée en zone ND ; cette zone ND s'étend vers le sud et marque la limite de l'urbanisation future.

Les parcelles concernées par la bande des 200 mètres du CSD sont classées en zone ND.

### **3-4) Autres servitudes**

Les terrains sont grevés de servitudes aéronautiques et radioélectriques imposées par la proximité de l'aéroport d'Aulnat suivantes :

- T5 : Servitudes aéronautiques de dégagement,
- PT1 : Servitudes radioélectriques de protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques,
- PT2 : Servitudes radioélectriques concernant la protection contre les obstacles.



Aucun périmètre de monument historique (rayon de 500 mètres autour de ces monuments) n'affecte donc le site du CSD actuel.

Le secteur du CSD de Puy-Long se situe dans un secteur à fort potentiel archéologique. Le site le plus proche, recensé par la DRAC Auvergne, est celui de Carmentrand, sur la commune de Lempdes, situé à quelques centaines de mètres du CSD.

#### **4 – Proposition de l'inspection des installations classées sur l'institution des servitudes d'utilité publique pour l'enquête publique**

L'inspection des installations classées a proposé, pour l'enquête publique, de rajouter aux premier point des règles énoncées par le Président de Clermont-Communauté (paragraphe 2-2 du présent rapport) la mention suivante : "ne sont pas considérées comme incompatibles toutes constructions et activités liées à la gestion et au traitement des déchets." Ces règles couvriront la totalité de la durée d'exploitation et de suivi du site.

La liste des parcelles (paragraphe 2-1 du présent rapport) concernées par les servitudes utilité publique n'est pas modifiée.

Ces règles deviennent donc :

Ainsi, indépendamment des prescriptions et interdictions énoncées par les documents d'urbanismes applicables sur les terrains concernés par la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter de l'installation de stockage de déchets de Puy-Long, doivent être interdits par l'instauration de servitudes d'utilité publique :

- les occupations et utilisations de sols incompatibles avec le voisinage de la dite installation de stockage de déchets ; ne sont pas considérées comme incompatibles toutes constructions et activités liées à la gestion et au traitement des déchets,

- la construction ou l'aménagement d'immeubles à usage d'habitation, y compris celles directement liées ou nécessaires à l'activité agricole,

- l'aménagement de terrains de sports, de terrains de camping ou de caravanning et enfin, de parcs de loisirs.

Ces servitudes seront annexées aux documents d'urbanisme des communes concernées dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

#### **5 – Enquête publique**

Par ordonnance n° E07000102/63 du 12 mars 2007, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur Jean FAU en qualité de commissaire enquêteur.

Par arrêté préfectoral n° 07/01178 du 15 mars 2007, Monsieur le Préfet a prescrit une enquête publique relative au projet présenté par le Président de Clermont-Communauté. Par arrêté préfectoral n° 07/02139 du 9 mai 2007, l'enquête publique a été prolongée de quinze jours. Elle s'est déroulée du 16 avril 2007 au 31 mai 2007.

Une seule enquête publique a été prescrite pour les deux procédures (demande d'extension du CSD et d'institution de servitudes d'utilité publique).

##### **5-1) Les avis formulés par le public**

19 avis et observations ont été enregistrées sur les registres d'enquête publique ou transmises au commissaire-enquêteur.

Les observations et avis émis portent essentiellement sur les points suivants :

- L'achat des terrains par Clermont-Communauté,
- Des demandes d'indemnisation,
- L'information des propriétaires et des exploitants agricoles sur les conséquences et l'impact des servitudes,
- Un problème de proximité,
- La mise à jour de l'état parcellaire,

## **5-2) Le mémoire en réponse du Président de Clermont-Communauté sur les remarques du public**

Clermont-Communauté a répondu individuellement à chaque remarque et a fourni au commissaire-enquêteur ses réponses.

Les réponses aux points principaux sont les suivantes :

- L'achat des terrains par Clermont-Communauté.

Clermont-Communauté répondra favorablement à la demande d'achat des propriétaires.

- Des demandes d'indemnisation.

Une proposition d'indemnisation, adressée aux propriétaires et ayants droit, sera faite dès la mise en place des servitudes dans les conditions prévues à l'article L.515-11 du code de l'environnement.

- L'information des propriétaires et des exploitants agricoles sur les conséquences et l'impact des servitudes.

L'ensemble des propriétaires a été destinataire d'un courrier d'information de l'EPF-SMAF.

L'institution des servitudes ne pénalise en rien l'utilisation actuelle et future des parcelles compte-tenu des règles d'urbanisme. Elle n'entraîne pas de changement d'affectation des cultures.

- Problème de proximité.

Le camp des "Gens du voyage" de la famille Gatte, propriétaire de la parcelle CY 101, situé dans la bande des 200 mètres, est illicite.

- La mise à jour de l'état parcellaire.

Une demande a été faite au service des hypothèques pour connaître les propriétaires et ayants droit des parcelles litigieuses.

## **5-3) L'avis du commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur motive son avis en cinq points.

- 1) L'institution de servitudes d'utilité publiques autour du CSD permettra d'indemniser les propriétaires des parcelles et les exploitants agricoles pour les préjudices subis.

- 2) l'utilisation actuelle des parcelles ne sera pas modifiée, les agriculteurs pouvant continuer leurs cultures comme par le passé.

- 3) Quoique l'étude des risques sanitaires (ERS) sur l'extension du CSD montre que les risques dus aux rejets sur la santé des populations avoisinantes soient très faibles, il est préférable de prévoir une bande d'isolement de 200 mètres qui, en plus d'être soumise aux contraintes des plans d'occupation des sols de Clermont-Ferrand, de Lempdes et de Cournon d'Auvergne, prend en compte les contraintes liées à un CSD.

- 4) Ces servitudes permettent toute installation de traitement de déchets.

- 5) L'institution de servitudes d'utilité publique est préconisée par le code de l'environnement.

Le commissaire-enquêteur donne un avis favorable à l'institution de servitudes d'utilité publique sur la bande d'isolement des 200 mètres autour de la zone à exploiter du centre de stockage de déchets de Puy-Long étendu et au projet d'arrêté préfectoral.

## **6 – les avis des communes concernées**

L'article R.515-27 du code de l'environnement (ancien article 24-4 du décret abrogé du 21 septembre 1977 abrogé) mentionne que les conseils municipaux des communes sur lesquelles s'étend le périmètre relatif à la bande des 200 mètres sont appelés à donner leur avis dès l'ouverture de l'enquête publique.

Les communes de Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne et de Lempdes sont touchées par ce périmètre.

<b>Commune consultée</b>	<b>Avis de la commune consultée</b>
Clermont-Ferrand (délibération du 27 avril 07)	<b>émet un avis favorable.</b> La demande d'institution de servitudes d'utilité publique ne fait l'objet d'aucune remarque du conseil municipal.
Cournon d'Auvergne (délibération du 3 mai 07)	<b>se prononce favorablement</b> avec les mêmes remarques que pour la demande d'extension du CSD.
Lempdes (délibération du 9 mai 07)	<b>donne un avis favorable</b> à l'institution de servitudes d'utilités publiques autour de la zone à exploiter.

## **7 – Avis des services**

L'article R.515-25 du code de l'environnement (ancien article 24-2 du décret abrogé du 21 septembre 1977) stipule que le Préfet arrête le projet correspondant sur le rapport de l'inspection des installations classées et après consultation de la direction départementale de l'équipement et du service chargé de la sécurité civile.

<b>Service consulté</b>	<b>Avis du service consulté</b>
Direction départementale de l'équipement (DDE) (courrier du 8 juin 07)	<b>rappelle que :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les communes de Cournon d'Auvergne et Lempdes, les terrains de la bande des 200 mètres sont classés dans les documents d'urbanisme opposable en zone N naturelle à préserver. Aucune construction n'existe sur ces terrains exploités en landes et terres agricoles ;</li> <li>- Sur la commune de Clermont-Ferrand, la bande des 200 mètres est incluse en totalité dans la zone NDn. Les terrains sont actuellement exploités en terres, prés, landes et vignes. Bien qu'aucune construction n'existe actuellement sur ces terrains, il faut noter que le terrain d'assiette du permis de construire de l'incinérateur, objet de l'emplacement réservé n°314 est compris en quasi totalité dans la bande des 200 mètres.</li> </ul> <b>souscrit à la rédaction des prescriptions contenues dans le projet d'arrêté préfectoral</b> soumis à l'enquête publique, qui permettent la réalisation du pôle de valorisation des déchets et toutes constructions, installations ou aménagements nécessaires à son fonctionnement.
Service interministériel régional de défense et protection civiles (SIRDPC) (courrier du 24 mai 07)	<b>n'émet pas un avis défavorable dès lors que les normes en vigueur sont respectées.</b>

## **8 – Conclusion de la demande d'institution de servitudes d'utilité publique**

L'article R.515-28 du code de l'environnement (ancien article 24-5 du décret abrogé du 21 septembre 1977) stipule qu'au vu du dossier de l'enquête et de l'avis du ou des conseils municipaux, l'inspection des installations classées, après consultation de la direction départementale de l'équipement, du service chargé de la sécurité civile et, le cas échéant, des autres services intéressés, établit un rapport sur les résultats de l'enquête et ses conclusions sur le projet.

L'énoncé des règles de servitudes d'utilité publique proposé par l'inspection des installations classées au paragraphe 4 du présent rapport, sur les parcelles ou parties de parcelles listées au paragraphe 2-1 du présent rapport n'ont pas fait l'objet de modification au cours de l'enquête publique.

Ces servitudes sont annexées aux documents d'urbanisme des communes concernées dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

Le rapport et ces conclusions sont soumis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Le demandeur et le maire de la commune d'implantation ont la faculté de se faire entendre par le conseil ou de désigner à cet effet un mandataire. Ils doivent être informés par le préfet, au moins huit jours à l'avance, de la date et du lieu de la réunion du conseil, et reçoivent simultanément un exemplaire du rapport et des conclusions de l'inspection des installations classées.

En application de l'article R.515-29 du code de l'environnement (ancien article 24-6 du décret abrogé du 21 septembre 1977), la décision autorisant l'installation ne peut intervenir qu'après qu'il a été statué sur le projet d'institution des servitudes.

### **III – Conclusion générale**

Les propositions de l'inspection des installations classées ont été établies à l'appui du dossier de demande d'autorisation d'exploiter et d'étendre le CSD de Puy-Long et du dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la future zone à exploiter du CSD présentés par Clermont-Communauté.

Les prescriptions proposées doivent pouvoir répondre aux préoccupations de protection des intérêts visés au code de l'environnement, notamment vis à vis de la protection de la nature et de l'environnement, de la salubrité et de la sécurité publique.

Il est joint au présent rapport :

- Un projet d'arrêté préfectoral autorisant Clermont-Communauté à exploiter et à étendre le centre de stockage de déchets ultimes non dangereux de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand ;
- Un projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la future zone d'exploitation du centre de stockage de déchets de Puy-Long situé sur la commune de Clermont-Ferrand.

L'inspection des installations classées invite les membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques à se prononcer sur les projets d'arrêtés préfectoraux qui leurs sont proposés.

A Lempdes, le 14 novembre 2007

L'inspecteur des installations classées,

Vu et approuvé

Le directeur départemental délégué  
de l'agriculture et de la forêt

## Annexe n°1

### Détails des tonnages admissibles par le CSD selon les trois options proposées.

Pour être en conformité avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy de Dôme et avec l'éventuelle mise en service de l'incinérateur, Clermont-Communauté propose trois options de fonctionnement reposant sur des admissions annuelles de déchets différentes. Cette annexe n°1 explicite les chiffres des tonnages proposés repris dans le paragraphe 2-1) "Les déchets admis".

#### **Option n°1 : Hypothèse retenue dans le dossier de d'éclaration d'utilité publique**

Le centre pourrait recevoir annuellement un tonnage annuel de 250 000 tonnes pendant 15 ans. Ce dernier, élaboré sur la base du bilan des cinq dernières années de fonctionnement, comprend :

- Ordures ménagères : 140 000 T,
- Boues de station d'épuration déshydratées non valorisables : 30 000 T,
- Résidus urbains divers (refus de déchetteries, encombrants) : 30 000 T,
- Déchets industriels banals : 50 000 T.

**Option n°2 : L'UVE-UVB est en service et les tonnages mentionnés dans le PDEDMA 63 sont révisés suivant les objectifs de Nelly Olin.**

Les objectifs de Nelly Olin visent à réduire la production des déchets à 250 Kg/an/hab pour la période 2010-2015 et à 200 Kg/an/hab à l'horizon 2015. Les estimations faites par Clermont-Communauté sont les suivantes :

<b>Période de 2008 à 2010</b>		
Tonnage total de déchets stockés au CSD de Puy-Long	2 X 250 000 = 500 000 T	L'UVE n'est pas en service sur cette période. Le tonnage annuel correspond au tonnage actuel autorisé, soit 250 000 T/an.
<b>Période de 2010 à 2015</b>		
Tonnage annuel d'ordures ménagères collectées traditionnellement	645 000 X 0.25 X 24 % = 38 700 T/an,	Hypothèses retenues : - Population : 645 000 habitants (estimation du PDEDMA en 2010), - Objectif de Nelly Olin jusqu'en 2015 : 250 kg/hab/an, - Répartition des déchets selon les filières (selon PDEDMA) : 76 % incinération, 24 % enfouissement.
Tonnage annuel de boues non épandables	10 000 T/an	Le PDEDMA prévoit 33 000 T en 2010. Ce chiffre devrait être réduit grâce à la stabilisation, au séchage et au compostage.
Tonnage annuel des encombrants non combustibles	29 000 T/an	
Tonnage annuel des DIB non recyclables	80 000 T/an	En 2004, 89 000 T ont été recensées.
Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans les quatre CSD	157 700 T/an	CSD : Ambert, Miremont, Clermont-Ferrand et Montcel.
<b>Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans CSD de Puy-Long à Clermont-Ferrand</b>	<b>110 390 T/an</b> , soit 551 950 T en 5 ans.	70 % des tonnages stockés de déchets en CSD le sont à Puy-Long.
Capacité résiduelle de stockage en 2015	2 698 050 T	Demande d'extension en 2007 : 3 750 000 T, 3 750 000 - (500 000 + 551 950) = 2 698 050 T
<b>Après 2015</b>		
Tonnage annuel d'ordures ménagères collectées traditionnellement	647 500 X 0.20 X 24 % = 31 080 T/an,	Hypothèses retenues : - Population : 647 500 habitants - Objectif de Nelly Olin au delà de 2015 : 200 kg/hab/an, - Répartition des déchets selon les filières (selon PDEDMA) : 76 % incinération, 24 % enfouissement.
Tonnage de boues non épandables	10 000 T/an	Même chiffre que pour la période 2010-2015.
Tonnage annuel des encombrants non combustibles	29 000 T/an	Même chiffre que pour la période 2010-2015.
Tonnage annuel des DIB non recyclables	80 000 T/an	Même chiffre que pour la période 2010-2015. Un meilleur tri à la source doit permettre d'atteindre les 80 000 T.
Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans les CSD en service	150 080 T/an	CSD : Clermont-Ferrand et Montcel, ?
<b>Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans CSD de Puy-Long à Clermont-Ferrand</b>	<b>105 056 T/an.</b>	Si 70 % des tonnages de déchets stockés en CSD le sont à Puy-Long.
Nombre d'années d'exploitation de d'extension.	26 ans depuis 2015, soit au total 33 ans.	(2 698 050 / 105 056)

Les prévisions des tonnages entrants à Puy-Long sont les suivantes :

- de 2008 à 2010 : 250 000 T/an,
- de 2010 à 2015 : 110 390 T/an, arrondi à 110 500 T/an,
- de 2015 à 2041 : 105 056 T/an, arrondi à 105 000 T/an.

La durée de vie de l'extension serait alors de 33 ans à compter de la mise en service du premier casier de l'extension.



**Option n°3 : L'UVE-UVB n'est pas en service et les tonnages mentionnés dans le PDEDMA 63 sont révisés suivant les objectifs de Nelly Olin.**

Les objectifs de Nelly Olin visent à réduire la production des déchets à 250 Kg/an/hab pour la période 2010-2015 et à 200 Kg/an/hab à l'horizon 2015. Les estimations faites par Clermont-Communauté sont les suivantes :

<b>Période de 2008 à 2010</b>		
Tonnage total de déchets stockés au CSD de Puy-Long	2 X 250 000 = 500 000 T	Le tonnage annuel correspond au tonnage actuel autorisé, soit 250 000 T/an.
<b>Période de 2010 à 2015</b>		
Tonnage annuel d'ordures ménagères collectées traditionnellement	645 000 X 0.25 = 161 250 T/an,	Hypothèses retenues : - Population : 645 000 habitants (estimation du PDEDMA en 2010), - Objectif de Nelly Olin jusqu'en 2015 : 250 kg/hab/an,
Tonnage annuel de boues non épandables	10 000 T/an	Le PDEDMA prévoit 33 000 T en 2010. Ce chiffre devrait être réduit grâce à la stabilisation, au séchage et au compostage.
Tonnage annuel des encombrants	42 000 T/an	Chiffre issu du PDEDMA 63, estimation à l'horizon 2010,
Tonnage annuel des DIB non recyclables	80 000 T/an	En 2004, 89 000 T ont été recensées. Un meilleur tri à la source doit permettre d'atteindre les 80 000 T.
Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans les quatre CSD	293 250 T/an	CSD : Ambert, Miremont, Clermont-Ferrand et Montcel.
<b>Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans CSD de Puy-Long à Clermont-Ferrand</b>	<b>205 275 T/an,</b> soit 1 026 375 T en 5 ans.	70 % des tonnages stockés de déchets en CSD le sont à Puy-Long.
Capacité résiduelle de stockage en 2015	2 223 625 T	Demande d'extension en 2007 : 3 750 000 T, 3 750 000 - (500 000 + 1 026 375) = 2 223 625 T
<b>Après 2015</b>		
Tonnage annuel d'ordures ménagères collectées traditionnellement	647 500 X 0.20 = 129 500 T/an,	Hypothèses retenues : - Population : 647 500 habitants - Objectif de Nelly Olin au delà de 2015 : 200 kg/hab/an,
Tonnage de boues non épandables	10 000 T/an	Même chiffre que pour la période 2010-2015.
Tonnage annuel des encombrants	42 000 T/an	Même chiffre que pour la période 2010-2015.
Tonnage annuel des DIB non recyclables	80 000 T/an	Même chiffre que pour la période 2010-2015.
Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans les CSD en service	261 500 T/an	CSD : Clermont-Ferrand et Montcel, ?
<b>Tonnage total de déchets à stocker annuellement dans CSD de Puy-Long à Clermont-Ferrand</b>	<b>183 050T/an.</b>	Si 70 % des tonnages de déchets stockés en CSD le sont à Puy-Long.
Nombre d'années d'exploitation de l'extension.	12 ans depuis 2015, soit au total 19 ans.	(2 223 625 / 183 050)

Les prévisions des tonnages entrants à Puy-Long sont les suivantes :

- de 2008 à 2010 : 250 000 T/an,
- de 2010 à 2015 : 205 275 T/an, arrondi à 205 500 T/an,
- de 2015 à 2027 : 183 050 T/an, arrondi à 183 000 T/an.

La durée de vie de l'extension serait alors de 19 ans à compter de la mise en service du premier casier de l'extension.

## Annexe n°2

- Plan du centre de stockage des déchets de Puy-Long,
- Plan de situation des points de prélèvement des eaux,
- Plan de situation des points de mesures sonores,
- Plan du périmètre de la zone de servitudes d'utilité publique.